

ENQUÊTE SUR LE MODÈLE SOCIAL FRANÇAIS AUPRÈS DU GRAND PUBLIC

MAI 2025 – N°2500400

VOS CONTACTS AU SEIN
DU PÔLE SOCIETY DE CSA

- Quentin Llewellyn : quentin.llewellyn@csa.eu
- Camille Brun : camille.brun@csa.eu



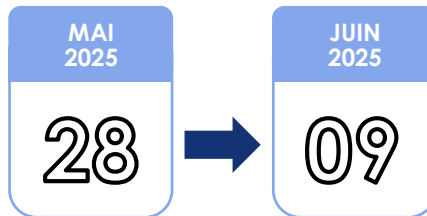
Méthodologie

MODE DE RECUEIL

Questionnaire
auto-administré
en ligne



DATES DE TERRAIN



CIBLE INTERROGÉE

Échantillon national
représentatif de **2 007**
Français âgés de
18 ans et plus

*La représentativité de
l'échantillon est assurée par
la méthode des quotas sur
les critères de sexe,
d'âge, de catégorie
socioprofessionnelle, de
région et de catégorie
d'agglomération*

PREMIÈRE PARTIE

**Comment
est compris
le modèle social
français dans
l'opinion ?**



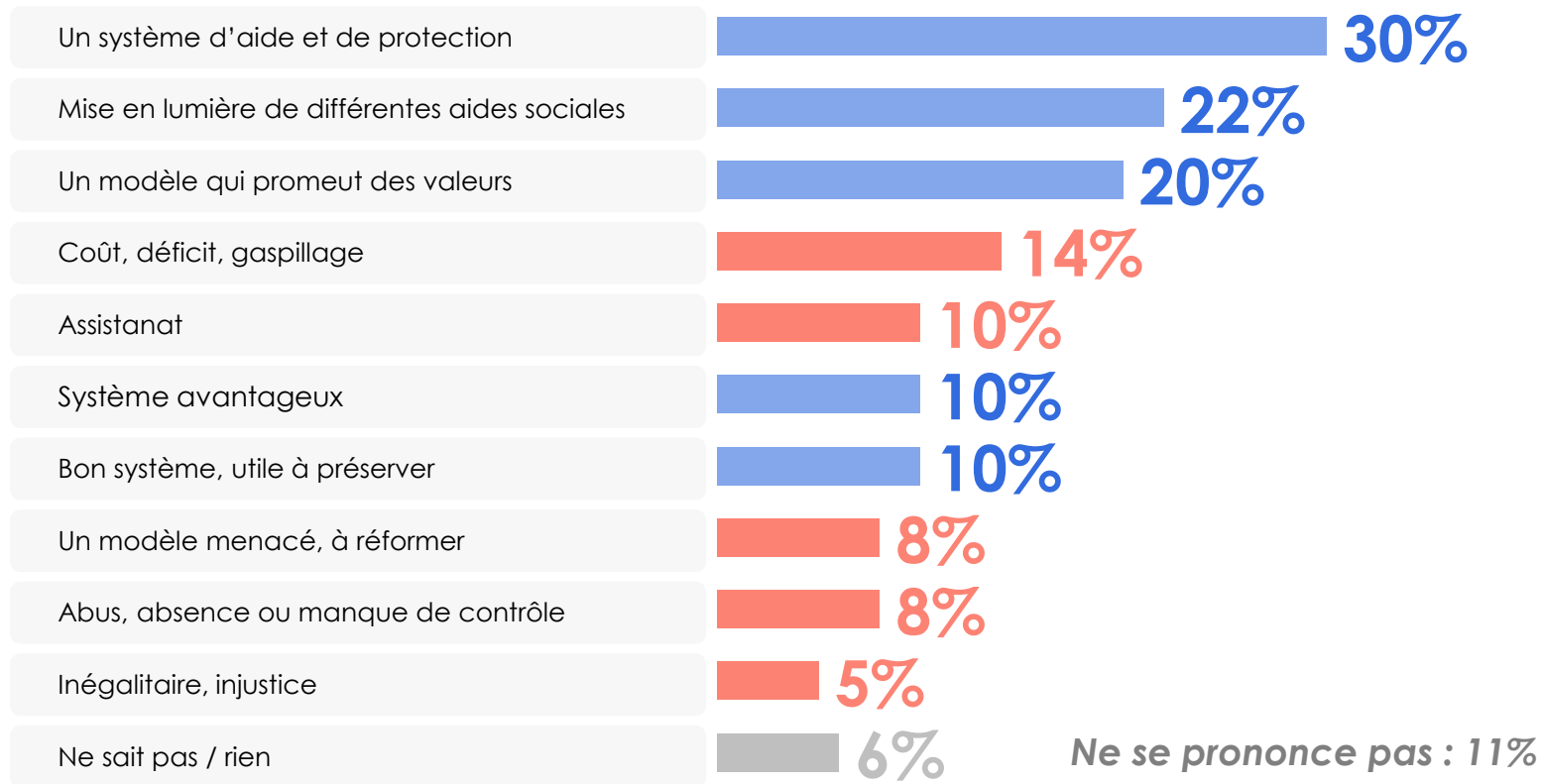
Un modèle social évocateur et majoritairement encensés (en spontanée) mais dont certaines faiblesses sont rapidement pointées du doigt

Q1. Lorsqu'on évoque le **MODELE SOCIAL FRANÇAIS**, que l'on appelle aussi **ETAT-PROVIDENCE** ou **SYSTEME DE PROTECTION SOCIALE** ou **SYSTEME SOCIAL**, quels sont les mots, idées ou adjectifs qui vous viennent à l'esprit ?

Base : A tous - Question ouverte, réponse spontanée

Evocations
positives
61%

Evocations
négatives
33%

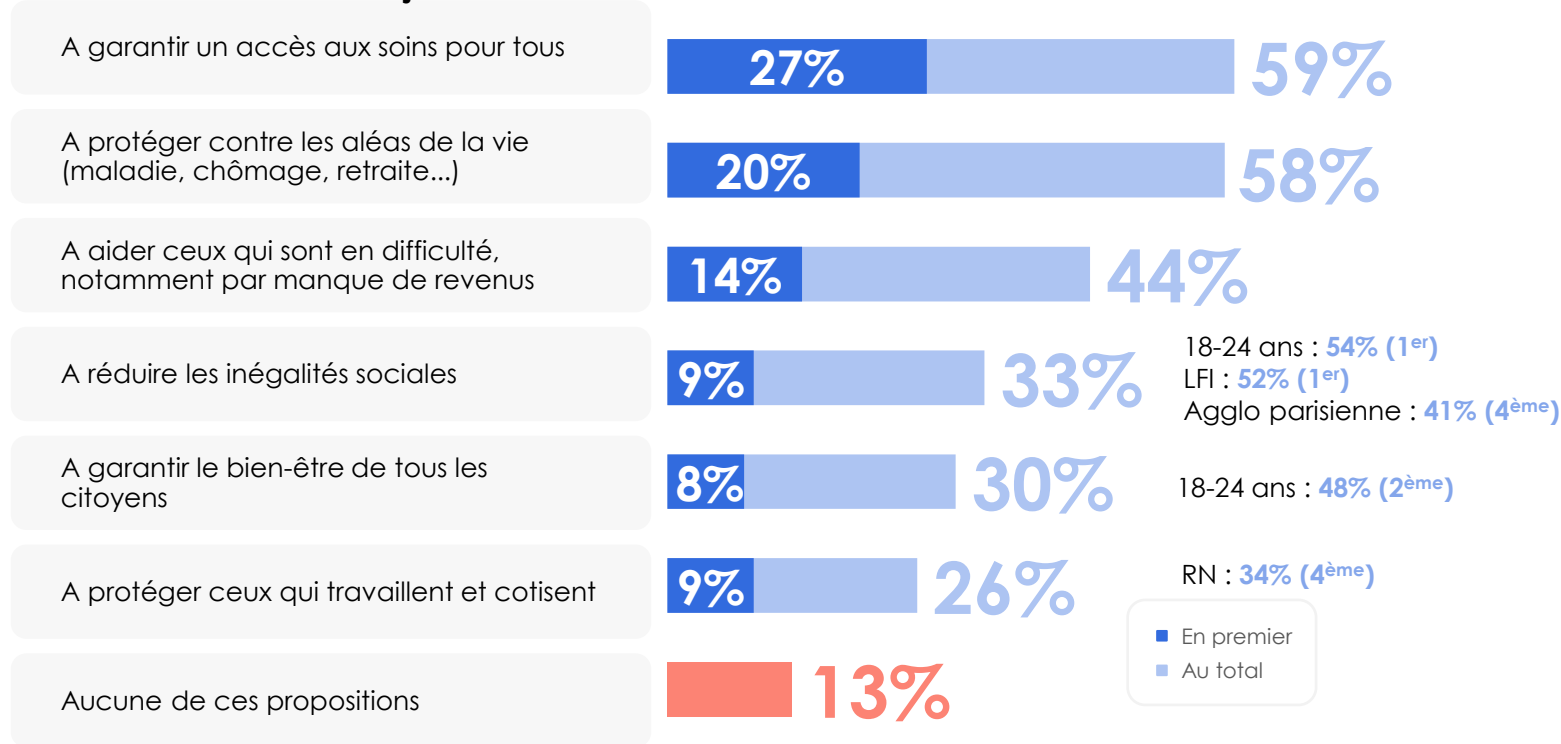


Un modèle avant tout compris comme une protection face aux aléas de la vie et la garantie d'un accès aux soins

Q2. Selon vous, à quoi sert AUJOURD'HUI et AVANT TOUT ce que l'on appelle LE MODELE SOCIAL FRANÇAIS (que l'on appelle aussi Etat-providence) ? En premier ? En deuxième ? Et en troisième ?

Base : A tous – Trois réponses possibles et hiérarchisées

Ce modèle social sert aujourd'hui avant tout...



Des Français qui s'estiment en majorité être davantage contributeurs que bénéficiaires de ce système

Mise à niveau : Les expressions « modèle social » ou « système social » ou « système de protection sociale » ou « Etat-providence » désignent l'ensemble des politiques publiques et des institutions qui protègent, en France, les personnes et couvrent leurs besoins en santé, retraite chômage, etc.

Il comprend également un large éventail de dispositifs d'aides sociales comme le RSA (revenu de solidarité active), les allocations familiales, les APL (aides personnalisées au logement), les aides aux personnes en situation de handicap, le minimum vieillesse, etc.

Il est principalement financé par des cotisations sociales prélevées sur les salaires des travailleurs et les revenus des entreprises auxquelles s'ajoutent des impôts et des taxes.

Q3. Selon vous et parmi les propositions suivantes, laquelle correspond le plus à votre situation personnelle ?

Base : A tous – Une seule réponse possible

Je contribue davantage au modèle social que je n'en bénéficie



Cadres, professions libérales : **71%**
50-64 ans : **63%**
Salariés : **61%**
LR : **71%** / RN : **62%**

Je bénéficie plus du modèle social que je n'y contribue



18-24 ans : **20%**
Moins de 1000 €/mois : **27%**

Je bénéficie autant du modèle social que j'y contribue



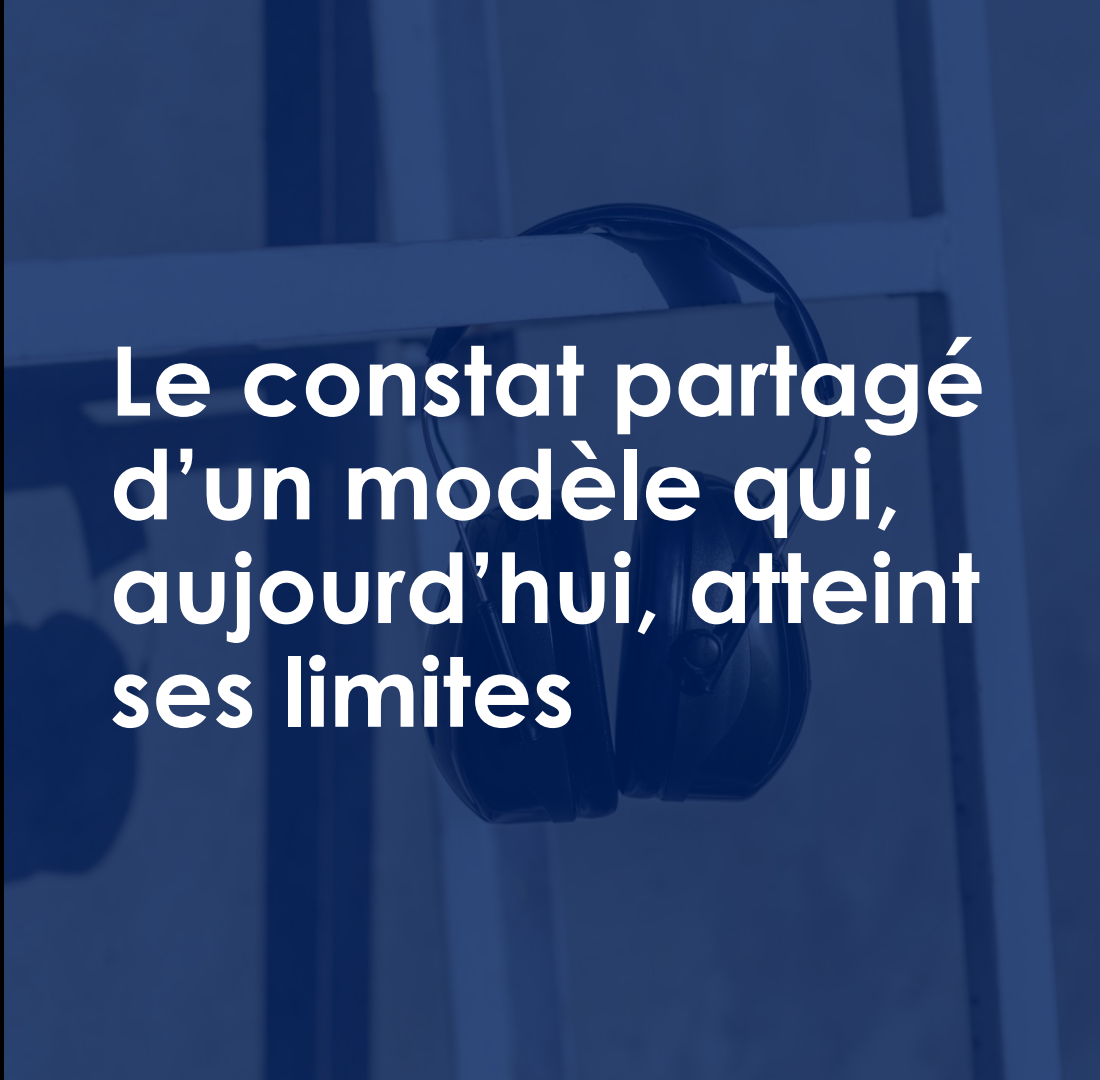
18-24 ans : **33%**
LFI : **32%**

Je ne sais pas



DEUXIÈME PARTIE

Le constat partagé
d'un modèle qui,
aujourd'hui, atteint
ses limites



Des Français majoritairement conscients des défis qui pèsent sur le modèle : vieillissement et déficit en tête

Q4. Que pensez-vous de chacune des affirmations suivantes ?

Base : A tous – Une seule réponse possible par item

Demain, le vieillissement de la population va accélérer les dépenses de retraite et de santé



Total VRAI

76%

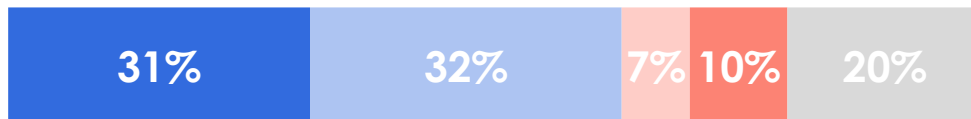
Total FAUX

14%

Gauche : 80% / Droite : 87%

CSP - : 65% / CSP + : 81%

Le modèle social français est largement DÉFICITAIRE car une partie des dépenses sociales est financée par la dette



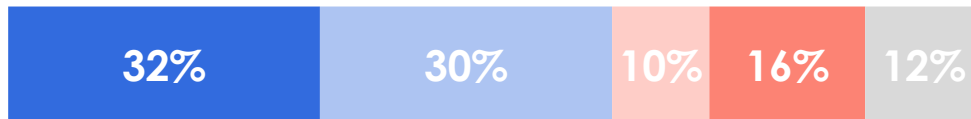
63%

17%

Gauche : 59% / Droite : 81%

LFI : 60% / RN : 65%

A terme, le modèle social français ne pourra pas être maintenu sans mettre en danger la stabilité financière de l'Etat



62%

26%

Gauche : 50% / Droite : 84%

CSP - : 56% / CSP + : 63%

Moins de 1000 €/mois : 42%

■ Je suis sûr(e) que c'est vrai ■ Je pense que c'est vrai ■ Je pense que c'est faux ■ Je suis sûr(e) que c'est faux ■ Je ne sais pas

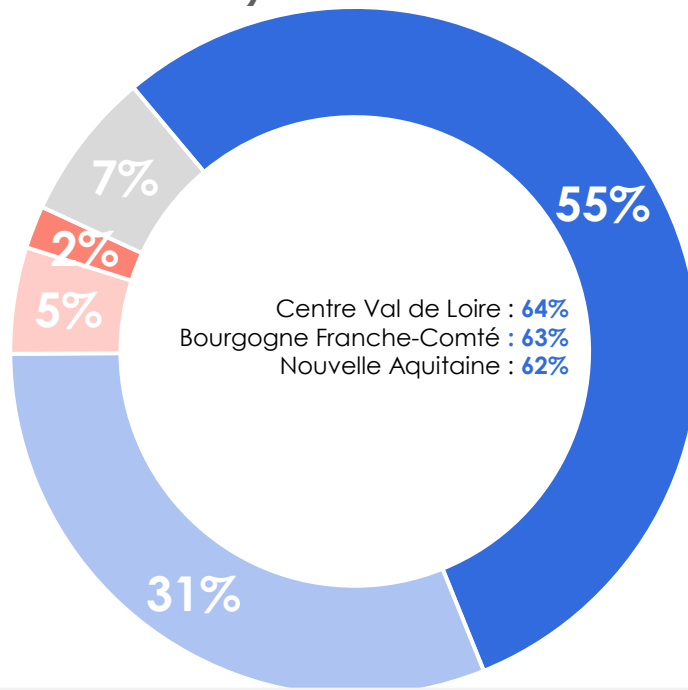
Avec, en plus, la perception d'un système de santé aux abois

Q5. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des affirmations suivantes qui concernent le modèle social français ?

Base : A tous – Une seule réponse possible par item

LE SYSTÈME DE SANTÉ CONNAÎT DES DIFFICULTÉS DE PLUS EN PLUS GRAVES (DÉSERTS MÉDICAUX, BAISSÉ DES REMBOURSEMENTS, URGENCES SATURÉES...)

Total PAS
D'ACCORD
7%



Total
D'ACCORD
86%

CSP + : 90% / CSP- : 77%
65 ans et plus : 95% / 18-24 ans : 72%
Catégories aisées : 93% / cat. pauvres : 76%
Gauche : 88% / droite : 91%

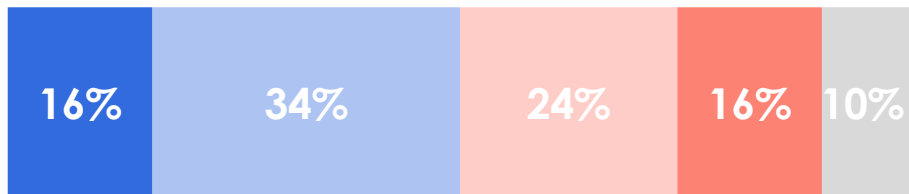
■ Tout à fait d'accord ■ Plutôt d'accord ■ Pas vraiment d'accord ■ Pas du tout d'accord ■ Je ne sais pas

Des apports du modèle social aujourd'hui discutables

Q5. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des affirmations suivantes qui concernent le modèle social français ?

Base : A tous – Une seule réponse possible par item

Le modèle social français permet de réduire les inégalités sociales

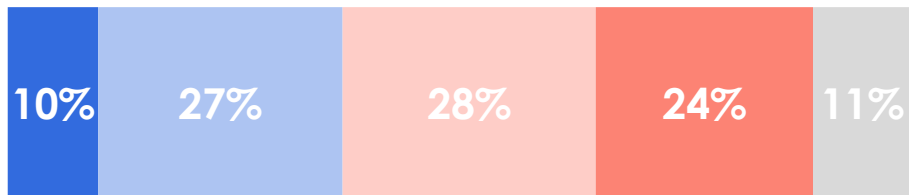


Total
D'ACCORD

50%

Femmes : 45%
Ouvriers : 40%
Milieu rural : 41%
Catégories modestes : 44%
RN : 35%

Le modèle social français est juste et équitable, notamment entre les générations ou les catégories sociales



37%

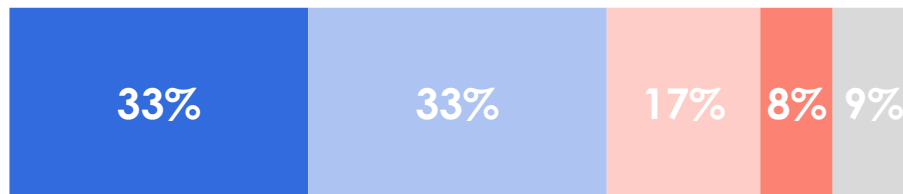
Femmes : 32%
Ouvriers : 30%
Milieu rural : 32%
50-64 ans : 29%
Classes moyennes supérieures : 28%
RN : 32% / Sans préf. partisane : 24%

Un système dont le financement pèse sur le pouvoir d'achat et la compétitivité des entreprises aux yeux des Français

Q5. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des affirmations suivantes qui concernent le modèle social français ?

Base : A tous – Une seule réponse possible par item

Le modèle social français coûte cher aux travailleurs et réduit leur pouvoir d'achat en raison des prélèvements sociaux sur les revenus

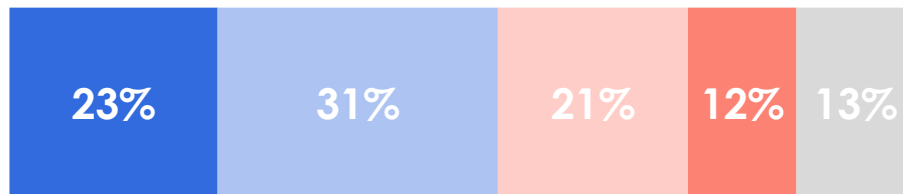


Total
D'ACCORD

66%

Salariés du privé : 70%
Classes moyennes inférieures : 75%
Droite : 80%

Le modèle social français coûte cher aux entreprises et nuit à leur compétitivité



54%

CSP + : 59%
Indépendants : 66%
Droite : 75%

Un modèle qui favorise par ailleurs les abus et déresponsabilise les citoyens selon une large majorité

Q5. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des affirmations suivantes qui concernent le modèle social français ?

Base : A tous – Une seule réponse possible par item

Le modèle social français n'est pas assez contrôlé et permet des abus (fraude aux prestations, arrêts maladie injustifiés, etc.)



Total
D'ACCORD

78%

65 ans et plus : 88%

Gauche : 70% / Droite : 94%

Le modèle social français peut décourager certaines personnes de travailler car les aides rapportent parfois autant qu'un emploi

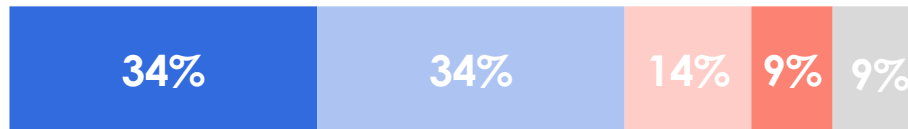


72%

Indépendants : 84%

Gauche : 55% / Droite : 90%

Le modèle social français conduit les citoyens à trop compter sur l'État plutôt qu'à prendre leurs responsabilités face à certains risques liés à leur choix de vie



68%

65 ans et plus : 78%

Gauche : 52% / Droite : 84%

Dans ce contexte, une réforme s'impose pour plus des deux tiers des Français

Q6. De laquelle de ces deux affirmations vous sentez-vous le plus proche ou disons le moins éloigné ?

Base : A tous – Une seule réponse possible

les pouvoirs publics doivent
RÉFORMER

le modèle social français
pour en assurer la pérennité
en réduisant le nombre des
prestations et/ou le nombre
de ceux qui en bénéficient

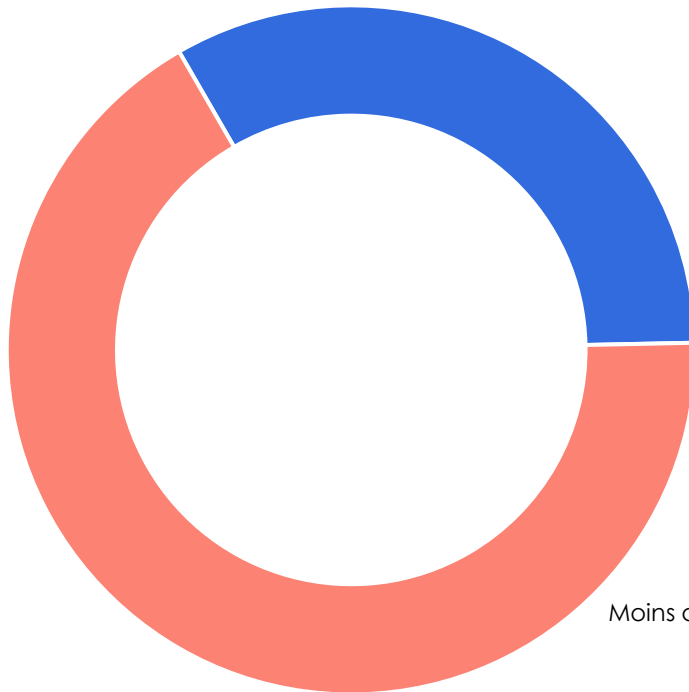
67%

65 ans et plus : **76%**

Milieu rural : **72%**

Droite : **83%** dont LR : **85%**

RN : **79%**



Les pouvoirs
publics doivent
**PRÉSERVER
À TOUT PRIX**

le modèle social
français actuel en
augmentant les
prélèvements
obligatoires et/ou
la dette pour le
financer

33%

Moins de 35 ans : **40%** dont 18-24 ans : **44%**

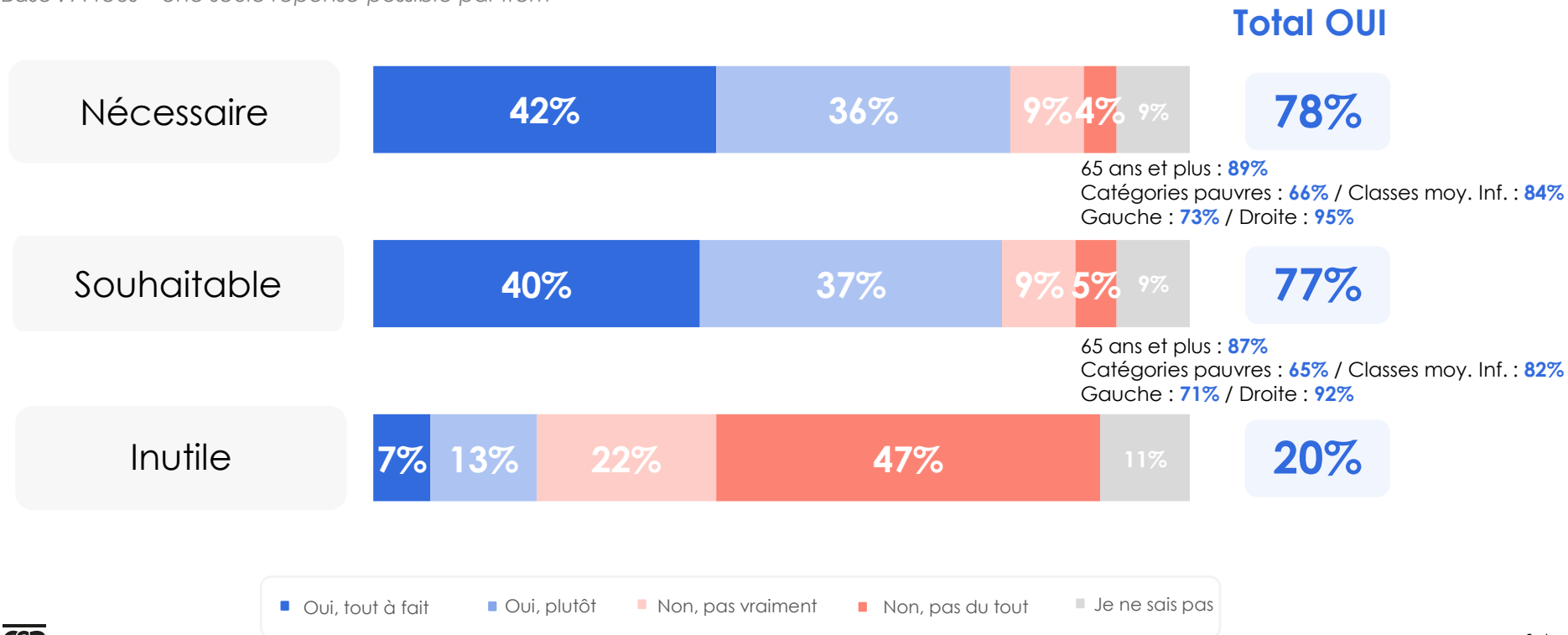
Catégories pauvres : **49%**

Gauche : **54%** dont LFI : **62%**

Une réforme en profondeur jugée aussi nécessaire que souhaitable

Q7. Depuis plusieurs décennies, les gouvernements successifs ont tenté de réformer le modèle social en jouant principalement sur la réduction des prestations et l'augmentation des prélèvements. Ces mesures n'ont cependant pas permis de résoudre durablement les déséquilibres financiers. Selon vous, une réforme en profondeur du modèle social français vous semble-t-elle... ?

Base : A tous – Une seule réponse possible par item



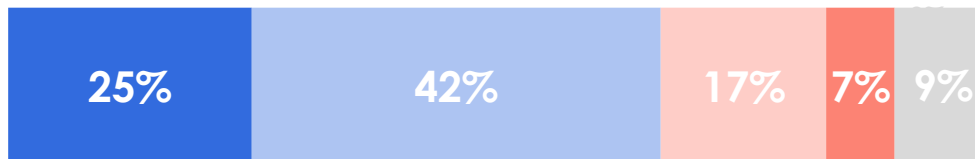
Même si les Français mesurent l'ampleur de la tâche

Q7. Depuis plusieurs décennies, les gouvernements successifs ont tenté de réformer le modèle social en jouant principalement sur la réduction des prestations et l'augmentation des prélèvements. Ces mesures n'ont cependant pas permis de résoudre durablement les déséquilibres financiers. Selon vous, une réforme en profondeur du modèle social français vous semble-t-elle... ?

Base : A tous – Une seule réponse possible par item

Total OUI

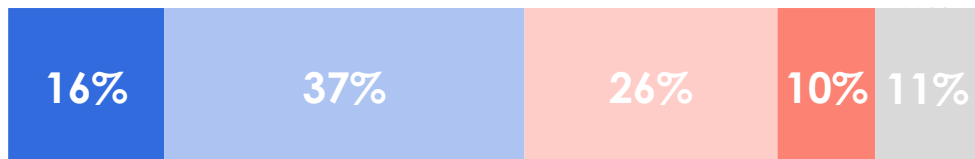
Difficile à réaliser



67%

65 ans et plus : **71%**
Catégories aisées : **73%**
Gauche : **71%** / Maj. présid. : **87%** /
Droite : **72%**

Risquée



53%

Moins de 35 ans : **59%**
Classes moy. Inf. : **61%**
Gauche : **61%** / Droite : **48%**

■ Oui, tout à fait ■ Oui, plutôt ■ Non, pas vraiment ■ Non, pas du tout ■ Je ne sais pas

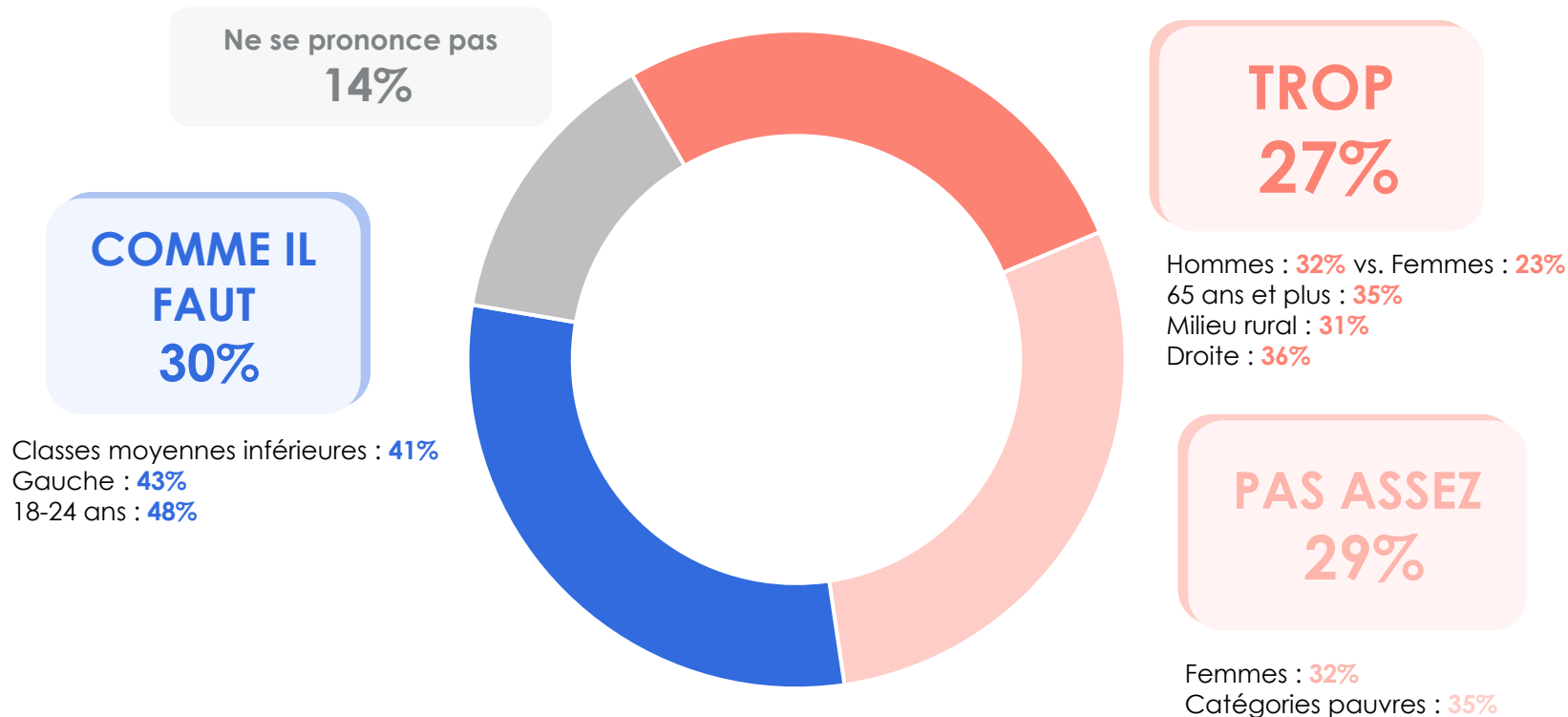
TROISIÈME PARTIE

L'évolution
du curseur sur les
principes qui fondent
un système social
et le test de la
proposition « pivot »
concernant
l'allocation unique

Des Français finalement très partagés quant à la perception de l'intervention étatique aujourd'hui

Q8. Dans le fonctionnement du modèle social français (santé, chômage, retraite, etc.), avez-vous sentiment que l'État intervient... ?

Base : A tous – Une seule réponse possible



Pour faire face aux aléas de la vie, une majorité de Français plaide pour une responsabilité partagée entre l'Etat et les individus

Q9. Selon vous, qui doit principalement agir pour aider les citoyens à faire face aux aléas de la vie (maladie, perte d'emploi, handicap, vieillesse, etc.) ?

Base : A tous – Une seule réponse possible

LA RESPONSABILITÉ EN MATIÈRE DE PROTECTION CONTRE LES RISQUES SOCIAUX DOIT ÊTRE PARTAGÉE entre l'État et chaque personne, en fonction de la nature et de la gravité des risques



65 ans et plus : **57%**
Fonction publique : **49%**
Milieu rural : **48%**
Catégories aisées : **49%**
Droite : **54%**

PRINCIPALEMENT L'ÉTAT, au nom de la solidarité nationale car c'est son rôle de garantir une protection pour tous



Moins de 35 ans : **36%**
18-24 ans : **40%**
Employés : **36%**
Catégories pauvres : **43%**
Gauche : **38%**

PRINCIPALEMENT LES INDIVIDUS EUX-MÊMES, par l'épargne, les assurances ou d'autres solutions personnelles parce que cela relève d'abord de la responsabilité de chacun



18-24 ans : **27%**
Droite : **27%**
RN : **28%**

Je ne sais pas



Des Français qui se montrent plutôt ouverts à l'idée d'une refonte des aides sociales via la création d'une allocation unique

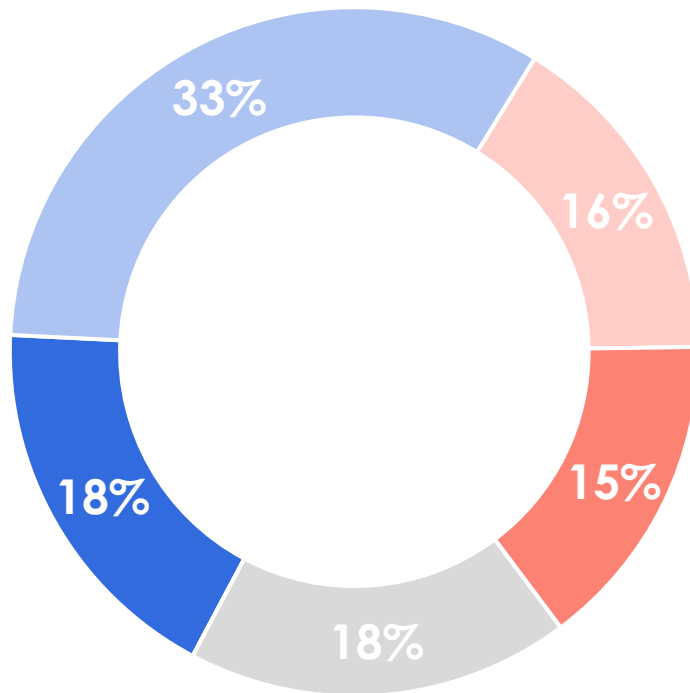
Q10. Sur le principe, seriez-vous favorable à ce que toutes les aides sociales existantes (RSA, allocations familiales, allocations chômage, APL, aides aux personnes en situation de handicap, minimum vieillesse...) soient remplacées par UNE ALLOCATION UNIQUE ?

Base : A tous – Une seule réponse possible

Total
FAVORABLE
51%

Hommes : **58%** vs. Femmes : **45%**
Gauche : **52%** / Droite : **61%**

- Très favorable
- Plutôt favorable
- Pas vraiment favorable
- Pas du tout favorable
- Je ne sais pas

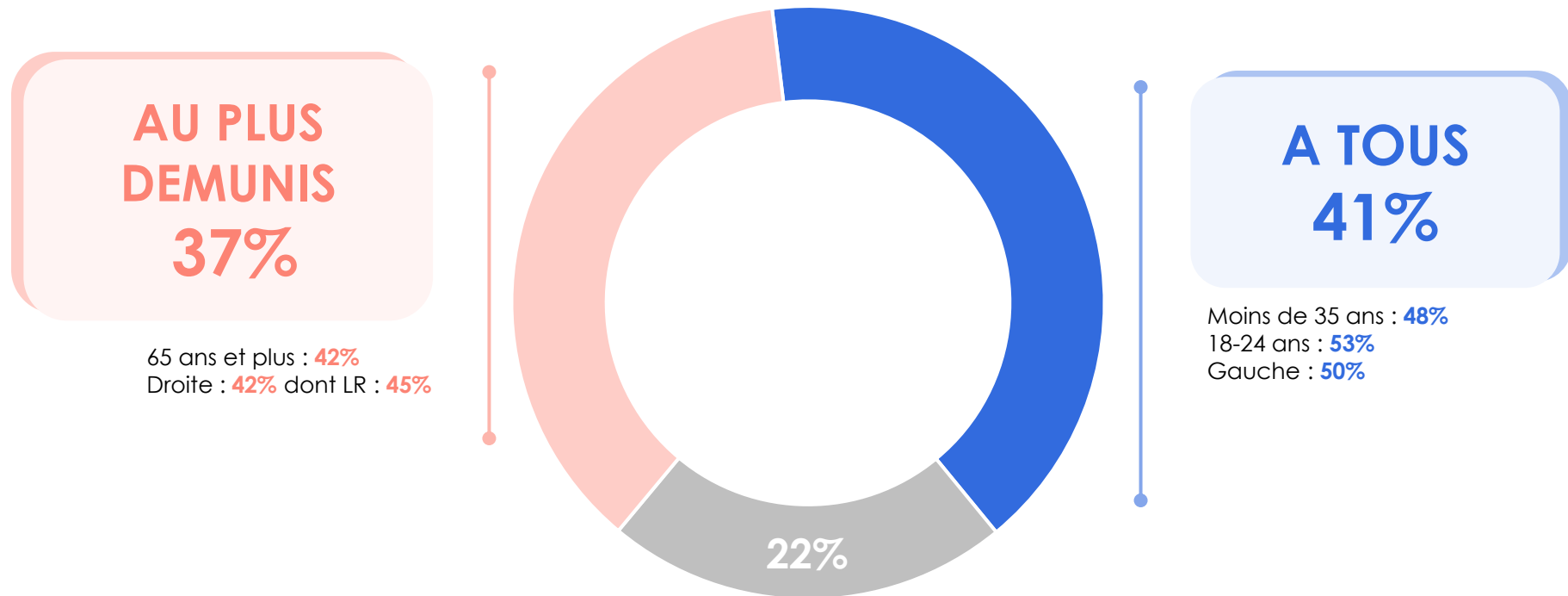


Total
DÉFAVORABLE
31%

Une difficulté néanmoins à en déterminer les bénéficiaires...

Q11. Si on remplaçait toutes les aides sociales existantes par une seule allocation, cette allocation mensuelle devrait-elle être versée... ?

Base : A tous – Une seule réponse possible



■ **A tous les individus**, résidant régulièrement sur le territoire national, à partir de 18 ans et à l'exception des populations les plus riches (selon un seuil qui serait fixé).

■ **Seulement aux plus démunis** à partir de 18 ans (sous conditions et plafond de revenus).

■ Je ne sais pas

... ainsi que les montants à fixer en fonction des situations

Q12. Partons du principe que cette allocation unique :

- viendrait remplacer toutes les aides sociales existantes,
- serait versée à toutes les personnes majeures résidant régulièrement en France, sans conditions de ressources (sauf pour les plus riches, au-delà d'un seuil de revenu),
- avec la possibilité de la cumuler avec des revenus (salaires, pension alimentaire, retraite complémentaire, revenus de location, etc.).

En contrepartie de cette allocation unique, il ne serait plus possible de recevoir d'autres aides de la part de l'Etat.

Que pensez-vous de cette allocation si son montant s'élevait à... ?

Base : A tous – Une seule réponse possible par item

Total
BONNE IDÉE

1500 euros nets par mois pour les personnes dans **l'incapacité de travailler** (maladie longue durée, handicap...)

22%

37%

11%

11%

19%

59%

1000 euros nets par mois pour les personnes retraitées, donc **2000 €** pour un couple

17%

33%

17%

14%

19%

50%

600 euros nets par mois pour les personnes en **capacité de travailler** et qui perçoivent un **revenu inférieur à 3500 euros nets par mois**, donc **1200 €** par mois pour un couple

14%

30%

17%

18%

21%

44%

Si plus d'un tiers des Français considèrent qu'une telle allocation n'aura pas d'impact sur leur situation, plus d'un quart envisagent cette perspective avec enthousiasme

Q13. Dans l'hypothèse où cette allocation unique universelle serait mise en place et par rapport à votre situation personnelle, estimez-vous que vous seriez plutôt gagnant(e) ou plutôt perdant(e) ?

Base : A tous – Une seule réponse possible

Je (ou mon foyer) serai(t)
plutôt **gagnant(e)**



Moins de 35 ans : **35%**

18-24 ans : **40%**

Employés : **35%**

Travailleurs indépendants : **42%**

Catégories pauvres : **44%**

Classes moyennes inférieures : **36%**

Gauche : **35%**

Je (ou mon foyer) serai(t)
plutôt **perdant(e)**



Ni l'un ni l'autre, cela
n'aura pas d'impact sur
ma situation personnelle



65 ans et plus : **49%**

Cadres et professions libérales : **38%**

Catégories aisées : **42%**

Droite : **46%**

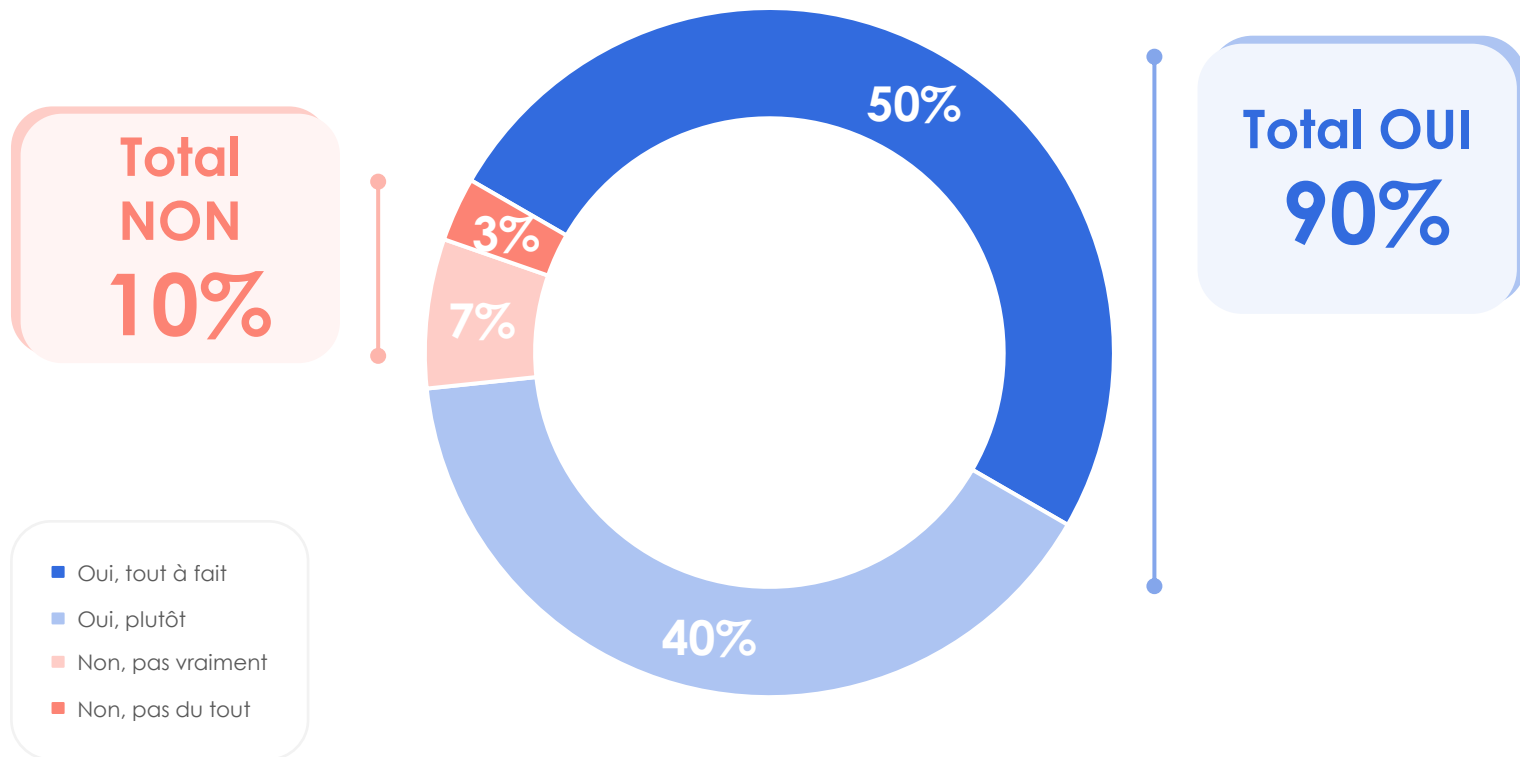
Je ne sais pas



Quoiqu'il adviene, un sujet jugé porteur et qui doit s'imposer à l'agenda politique

Q14. De manière générale, quelle que soit votre opinion sur le sujet, souhaiteriez-vous que les responsables politiques de tous bords s'expriment davantage sur l'avenir du modèle social en expliquant clairement ses enjeux et en se positionnant ouvertement sur la question ?

Base : A tous – Une seule réponse possible



MERCI

